Synthèse régionale
Reprise hésitante de l'économie francilienne

Frédéric Brouillet, Insee Ile-de-France, Service études et diffusion

Dans un contexte de faible croissance économique nationale, la région Ile-de-France peine en 2014 à profiter de la légère accélération de l'activité mondiale.

Un marché du travail difficile

L'emploi salarié francilien des secteurs marchands progresse de 0,2 % alors qu'il recule de 0,5 % en France métropolitaine *(figure 1)*. Dans la région, le secteur tertiaire marchand (hors intérim) progresse de 0,7 % et demeure le principal moteur de l'emploi, en particulier grâce aux services aux entreprises. Les effectifs diminuent dans les transports, l'intérim, la construction et l'industrie.

En 2014, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit en Ile-de-France à un rythme soutenu : + 6,5 % d'inscrits à Pôle emploi immédiatement disponibles *(figure 2)*. Le nombre d'inscrits âgés de 50 ans ou plus et celui des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an continuent à progresser à un rythme élevé.

Dans ce contexte, le taux de chômage francilien est en hausse de 0,3 point en un an. Il demeure cependant nettement plus faible qu'au niveau national (8,9 % de la population active au quatrième trimestre 2014, contre 10,0 % en France métropolitaine).

Hausse des créations d'entreprises

Les créations d'entreprises augmentent de 6,1 % en Ile-de-France et sont plus dynamiques qu'en France métropolitaine (+ 2,6 %). Le nombre de créations d'auto-entreprises explique une partie de cette progression. Les créations de sociétés progressent également fortement, en particulier dans les services aux entreprises.

Au cours de la même période, le nombre de défaillances d'entreprises est en hausse de 2,1 % par rapport à 2013 (contre - 0,7 % en France métropolitaine).

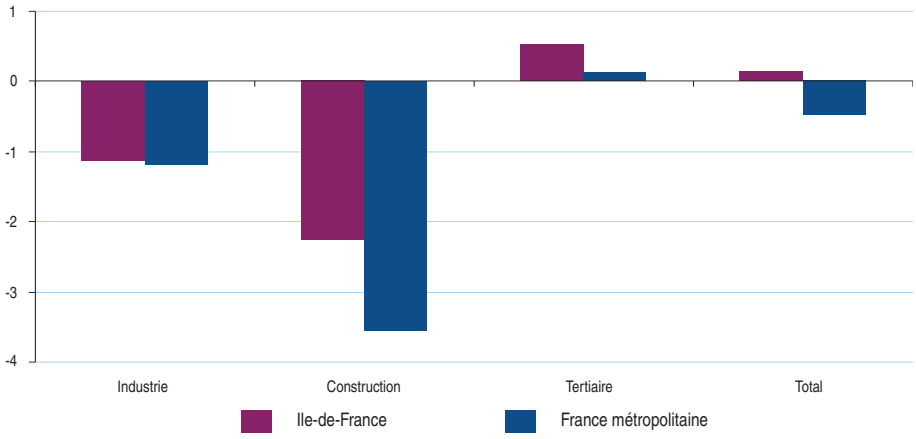
Les autorisations de construction de logements se stabilisent, toutefois celles de locaux d'activité reculent nettement. Le volume des ventes de maisons et d'appartements neufs diminue dans un contexte de maintien des prix.

La fréquentation hôtelière en Ile-de-France diminue légèrement tant en ce qui concerne le nombre d'arrivées que de nuitées. Contrairement à 2013, la fréquentation de la clientèle étrangère est en baisse. Les principaux sites touristiques parisiens affichent des fréquentations en hausse.

Le nombre d'allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) augmente de 6,1 % en un an. Cette prestation bénéficie à 7,1 % de la population francilienne. ■

1 Emploi salarié des secteurs principalement marchands

Évolution 2014/2013 (en %)

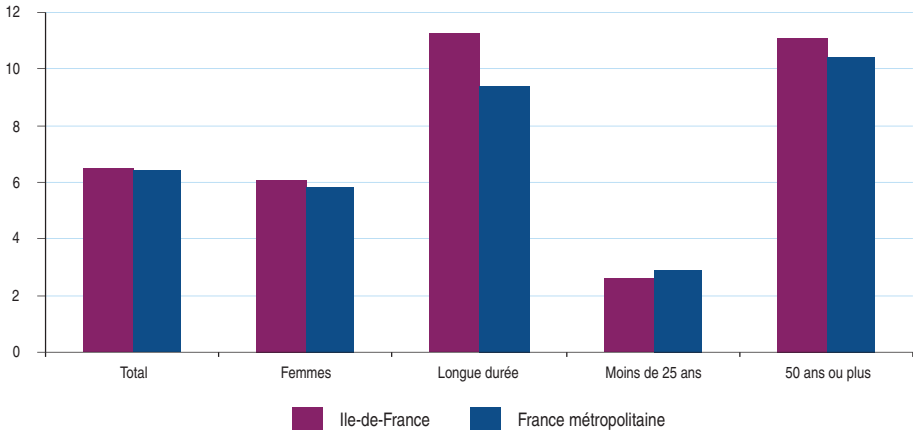


Données CVS en fin du 4e trimestre 2014.

Source : Insee, estimations d'emploi

2 Nombre d'inscrits à Pôle emploi (catégories ABC)

Évolution 2014/2013 (en %)



Données brutes fin décembre.

Source : Dares - Pôle emploi

Cadrage national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Insee, DESE

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermit dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013 *(figure 3)*.

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (- 6,9 % après + 0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (- 5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (- 1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (- 0,6 %) *(figure 4)*.

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+ 2,4 % après + 1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+ 3,8 %, après + 1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (- 0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+ 0,5 % après + 0,7 %), les services non marchands (+ 1,0 % après + 1,2 %) et l'agriculture (+ 8,5 % après - 1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchet se replie fortement (- 2,1 % après + 2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (- 3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+ 0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (- 0,7 % après + 0,5 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+ 1,1 % après - 0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après + 0,8 % en 2013).

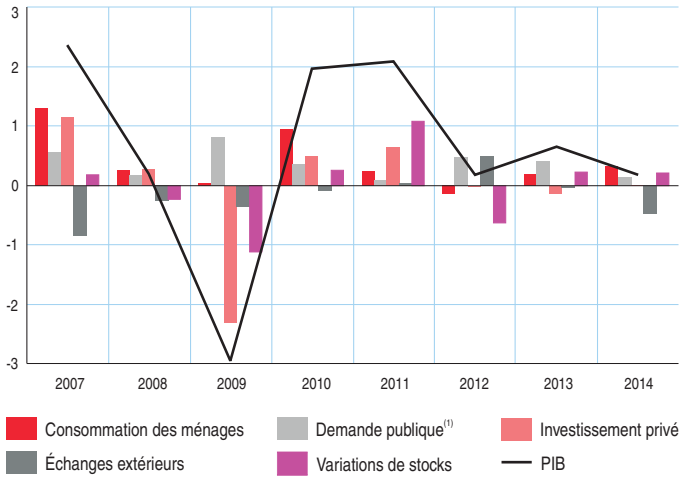
L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (- 0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+ 0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

Avertissement : dans le cadrage national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadrage national et le reste du Bilan économique régional.

3 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB

Variation annuelle en %, contributions en points



(1) Y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.
Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

4 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	En milliards d'euros (volume chaîné)	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
- dépense des ménages	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
- dépense individualisable des administrations	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Consommation collective des administrations	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- entreprises non financières	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
- ménages	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
- administrations publiques	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010